

## DÉLIBÉRATIONS



Le 22 mars 2024 à 14h35 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Marie DESBORDES

Étaient présents :

Madame Élisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Katherine COEUFF, Madame Marie DESBORDES, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentées :

Madame Béatrice BOCHET ayant donné pouvoir à Monsieur Stéphane MARTOT  
Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

Étaient excusés :

Madame Caroline DUTARTE, Madame Amèle MANSOURI, Monsieur Stéphane MARTOT, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

**Date de convocation : 15 mars 2024**



### 6 CONSTITUTION D'UNE PROVISION POUR CAPITAL DÉCÈS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Décret n° 2021-176 du 17 février 2021 a fixé temporairement les modalités de calcul du capital décès versé aux ayants droits de l'agent public décédé.

À ce titre, le montant du capital décès n'est plus forfaitaire mais déterminé par la rémunération perçue par l'agent avant son décès comme suit :

- Pour le fonctionnaire CNRACL décédé avant l'âge légal de départ à la retraite, le montant du capital décès capital est égal à la dernière rémunération annuelle d'activité du fonctionnaire.
- Pour le fonctionnaire CNRACL décédé après l'âge légal de départ à la retraite, le montant du capital décès est égal au quart de la dernière rémunération brute annuelle du fonctionnaire décédé.

## DÉLIBÉRATIONS

---

Dans ces deux cas, le traitement à prendre en considération est celui afférent à l'indice détenu par le fonctionnaire au jour de son décès.

Pour les agents publics affiliés au régime général de la Sécurité sociale, le montant du capital décès complémentaire versé par l'IRCANTEC aux ayants droits de l'affilié est égal à la somme des émoluments des douze mois précédant la date du décès, auquel est soustrait le montant du capital décès.

Le Décret n°2021-1860 du 27 décembre 2021 modifie le Décret du 17 février 2021 et pérennise ces modalités de calcul du capital décès aux ayants droit de l'agent public décédé. Ainsi, les modalités de calcul sont dorénavant applicables aux ayants droit de l'agent public décédé à compter du 1er janvier 2021 (et non plus jusqu'au 31 décembre 2021).

Au regard de ces éléments nouveaux et conformément au principe de prudence comptable, il est proposé dans le budget primitif du budget principal 2024 de provisionner au titre du capital décès et au regard des effectifs du C.C.A.S. l'équivalent d'un décès en tenant compte des nouvelles modalités de calcul.

Au regard des éléments ci-dessus, il est nécessaire de prévoir une provision d'un montant de 30 000€ étalée sur 3 ans, soit la constitution d'une provision de 10 000€ sur l'exercice 2024.

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de la fonction publique et notamment son article L828-1,

VU le Décret n°60-58 du 11 janvier 1960 relatif au régime de sécurité sociale des agents permanents des départements, des communes et de leurs établissements publics non industriel ou commercial,

VU le Décret n°2021-176 du 17 février 2021 portant modification temporaire des modalités de calcul du capital décès servi aux ayants droit de l'agent public décédé,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M57,

CONSIDÉRANT le principe de prudence comptable,

## DÉLIBÉRATIONS

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. Approuve la constitution d'une provision de 30 000 € étalée sur 3 années, soit une provision de 10 000 € au titre des exercices 2024, 2025 et 2026.
2. Dit que la provision pourra être ajustée dans l'avenir en fonction de l'évolution du risque.
3. Dit que la dépense sera imputée à l'article 6815 du budget principal M57 du CCAS.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,  
Pour le Président et par délégation

Vanessa RAPITEAU ROUEN  
Directrice du C.C.A.S. de Rouen



*Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.*

